

Appel de l'AG de la FNEC FP-FO 91 à tous les personnels du département **Confinement ou pas : résistons ensemble pour nos revendications !**

Les 68 adhérents réunis en assemblée générale n'acceptent pas que le gouvernement, dans une campagne de terreur et de culpabilisation, fasse payer la crise aux salariés et à la jeunesse. C'est ce même gouvernement qui continue d'étrangler l'hôpital public. Dans l'Essonne, ce sont 3 hôpitaux et des centaines de lits qui sont menacés à travers un plan de réorganisation et dans un contexte sanitaire compliqué.

Dans cette même logique, les personnels de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur, de la culture et la jeunesse sont confrontés à une offensive sans précédent contre l'Ecole publique, les statuts, les diplômes nationaux, le droit à l'instruction et aux études. Partout, le chaos se poursuit. Protocoles inapplicables, télétravail et enseignements hybrides sont imposés au mépris de la réglementation, des conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves.

Pire, dans les Universités, la ministre Vidal a organisé un véritable « lock-out » pour décourager des dizaines de milliers d'étudiants. Ils sont en situation de détresse, et ce dont ils ont besoin, ce ne sont pas de mesurées d'accompagnement mais de la reprise des cours.

Aucune mesure répondant à la situation sanitaire n'a été prise, sans parler du scandale des masques « toxiques », et de l'absence de suivi médical... Dans le même temps, le gouvernement prévoit, avec la loi 4D, de se débarrasser de la santé scolaire en transférant les médecins, infirmières et assistantes sociales aux collectivités territoriales, avec des conséquences catastrophiques pour les personnels et les élèves. Ce même projet prévoit également de placer les gestionnaires d'EPL sous une double autorité Etat et collectivité territoriale. A terme, et nous le savons déjà par l'exemple de la décentralisation des personnels TOS des collèges et des lycées en 2004, cela pourrait favoriser une vague massive de privatisations.

Une nouvelle attaque contre le statut des personnels !

Dans le département de nouvelles suppressions de postes sont annoncées à la rentrée dans les établissements. Les services de la DSDEN sont exsangues. Afin de gérer l'urgence et faire tourner la machine, la polyvalence dans les services est devenue quasi incontournable et les contractuels de plus en plus nombreux sur les postes vacants de titulaires.

Le ministre Blanquer profite de la situation en liquidant le baccalauréat et en annonçant un « Grenelle de l'Education » qui ne distribue que des miettes à quelques-uns, et ne revalorise ni les administratifs, ni les AESH, ni les AED. Les propositions qui découlent du Grenelle visent à porter un coup décisif aux statuts nationaux et accélérer la territorialisation de l'Ecole. Et le Ministre s'apprête à réaliser un vieux rêve du MEDEF : remettre en cause les congés d'été.

Nous ne lâcherons rien !

Une immense colère s'est exprimée le 26 janvier dans le cadre de la grève appelée par les syndicats de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. Les étudiants ont repris le chemin de la mobilisation pour exiger la réouverture immédiate des universités, les AED et AESH étaient présents pour exiger un vrai statut, un vrai salaire, les personnels étaient des milliers en grève et dans les manifestations pour opposer leurs revendications à la politique menée par le Ministre Blanquer et le gouvernement !

Nous appelons les personnels à amplifier la mobilisation, à se réunir dans les écoles, les établissements et les services pour lister toutes les revendications et discuter des moyens de les faire aboutir.

L'urgence c'est la création des postes statutaires nécessaires, l'augmentation de nos salaires, traitements et pensions, la défense de nos statuts, l'amélioration de nos conditions de travail, l'arrêt de toutes les contre réformes Blanquer et Vidal, le retrait de toutes les mesures liberticides dont le projet de loi « sécurité globale » atteinte directe au droit syndical et aux libertés civiles, le rétablissement du baccalauréat national, la réouverture des universités !

Nous réaffirmons notre attachement aux pensions civiles et militaires par répartition ainsi qu'à la sécurité sociale financée par les cotisations des salariés.

Nous lançons un appel à tous les personnels du département :

Organisez la résistance dans les écoles, les établissements, les services mais aussi avec les autres salariés dans le cadre de l'action interprofessionnelle contre les projets destructeurs et liberticides.

C'est ainsi que nous ferons reculer ce gouvernement à la solde du MEDEF.

RESISTER, REVENDIQUER ET RECONQUERIR